

L'élection présidentielle congolaise toujours repoussée

RD Congo La Commission électorale nationale indépendante a besoin de près de deux ans pour organiser le scrutin.

Analyse Hubert Leclercq

L'information était un secret bien éventé depuis de longues semaines, voire des mois. La République démocratique du Congo n'aura pas la chance de se choisir un nouveau président en cette fin d'année 2017. Pourtant, la majorité présidentielle de Joseph Kabila, chef de l'Etat hors mandat depuis décembre 2016, a signé le 31 décembre dernier un accord avec l'opposition, et sous l'égide des évêques catholiques, qui prévoit l'organisation de ce scrutin au plus tard le 31 décembre 2017. Or, ce mardi 10 octobre, Corneille Nangaa, le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), a annoncé qu'il avait encore besoin de 504 jours pour organiser ces élections. Un délai qui ne commencera à courir qu'après la fin de l'enregistrement de tous les électeurs congolais, une opération pour laquelle il ne peut encore fixer de date définitive.

Plan Nangaa

Une sortie qui a semé la colère dans les rangs de l'opposition qui a parlé de *"coup d'Etat institutionnel"* et accusé Corneille Nangaa d'être *"un des éléments du blocage démocratique au même titre que Joseph Kabila"*, selon les propos d'un membre du Rassemblement de l'opposition, principale plateforme politique qui réclame le départ du président Kabila qui ne peut se représenter pour un troisième mandat consécutif interdit par la Constitution qu'il a lui-même promulguée.

Depuis la fin du week-end dernier, des diplomates étrangers avaient annoncé la couleur. Ils évoquaient *"un plan Nangaa pour retarder le scrutin jusqu'en décembre 2019"*. Un plan en six points qui envisage notamment l'organisation simultanée de plusieurs scrutins (pour des raisons d'économie), le passage au vote semi-automatique ou encore l'inscription de tous les Congolais de la diaspora... Autant de points

Le président de la Ceni a annoncé qu'il avait encore besoin de 504 jours pour organiser les élections.

qui retarderont la tenue du scrutin qui devait constitutionnellement se tenir en décembre 2016.

Pourquoi ce report ?

Il est évident qu'un retard de trois ans ne peut être que la conséquence d'un conflit ou de la détermination du pouvoir de s'accrocher à son siège. Le fameux *"glissement"*, comme l'appellent les Congolais. Présent à New York lors de l'Assemblée générale des Nations unies, Herman Cohen, ancien sous-secrétaire d'Etat américain et ancien diplomate en poste à Kinshasa, avait expliqué à LaLibreAfrique.be qu'il avait eu un entretien avec Kabila. *"Il organisera les élections, j'en suis certain"*, avait expliqué M. Cohen, avant d'ajouter: *"Mais ça prendra du temps, beaucoup de temps. Kabila s'apprête à glisser longtemps, très longtemps."*

La mauvaise volonté du pouvoir en place est aussi symptomatique d'un régime incapable de préparer sa succession en plus de quinze années à la tête de l'Etat (Kabila a succédé à son père, assassiné, en janvier 2001). La majorité présidentielle congolaise, contrairement à ce qui se passe dans plusieurs pays de la région, a aussi été incapable d'imposer une modification de la Constitution. La faute au texte lui-même, qui a tenté d'éviter ce genre d'errements, mais aussi à la mobilisation de la société civile et aux mouvements citoyens congolais qui n'ont pas hésité à descendre dans la rue en janvier 2015 et à payer un lourd tribut humain pour s'opposer à la tentative de la majorité de modifier la Constitution et de permettre ainsi à Joseph Kabila de demeurer en place légalement.

Mobilisation et sanctions

Face à la détermination du pouvoir en place, l'opposition politique congolaise peine à se faire entendre. Les pays voisins (Rwanda, Burundi, Ouganda, Congo-Brazzaville...) peuvent

difficilement, même s'ils le voulaient, donner des leçons de vertus démocratiques. Quant à la communauté internationale, elle a bien développé quelques régimes de sanctions mais qui, jusqu'ici, ne touchent pas les intérêts directs du premier cercle kabiliste. Reste, évidemment, la population congolaise. Tous les regards sont tournés vers la mégalopole de Kinshasa (plus de 10 millions d'âmes) qui peut s'embraser à tout instant à force de brimades, de lassitude et de manque d'espoir.